CONVENTION SUPPRIMANT L'EXIGENCE DE LA LÉGALISATION DES ACTES PUBLICS ÉTRANGERS

(Conclue le 5 octobre 1961)

Les Etats signataires de la présente Convention,

Désirant supprimer l'exigence de la légalisation diplomatique ou consulaire des actes publics étrangers,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier

La présente Convention s'applique aux actes publics qui ont été établis sur le territoire d'un Etat contractant et qui doivent être produits sur le territoire d'un autre Etat contractant.

Sont considérés comme actes publics, au sens de la présente Convention:

a) les documents qui émanent d'une autorité ou d'un fonctionnaire relevant d'une juridiction de l'Etat, y compris ceux qui émanent du ministère public, d'un greffier ou d'un huissier de justice;

b) les documents administratifs;

c) les actes notariés;

d) les déclarations officielles telles que mentions d'enregistrement, visas pour date certaine et certifications de signature, apposées sur un acte sous seing privé.

Toutefois la présente Convention ne s'applique pas:

a) aux documents établis par des agents diplomatiques ou consulaires;

b) aux documents administratifs ayant trait directement à une opération commerciale ou douanière.

Article 2

Chacun des Etats contractants dispense de légalisation les actes auxquels s'applique la présente Convention et qui doivent être produits sur son territoire. La légalisation au sens de la présente Convention ne recouvre que la formalité par laquelle les agents diplomatiques ou consulaires du pays sur le territoire duquel l'acte doit être produit attestent la véracité de la signature, la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte est revêtu.

Article 3

La seule formalité qui puisse être exigée pour attester la véracité de la signature, la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte est revêtu, est l'apposition de l'apostille définie à l'article 4, délivrée par l'autorité compétente de l'Etat d'où émane le document.

Toutefois la formalité mentionnée à l'alinéa précédent ne peut être exigée lorsque soit les lois, règlements ou usages en vigueur dans l'Etat où l'acte est produit, soit une entente entre deux ou plusieurs Etats contractants l'écartent, la simplifient ou dispensent l'acte de légalisation.

Article 4

L'apostille prévue à l'article 3, alinéa premier, est apposée sur l'acte lui-même ou sur une allonge; elle doit être conforme au modèle annexé à la présente Convention.

Toutefois elle peut être rédigée dans la langue officielle de l'autorité qui la délivre. Les mentions qui y figurent peuvent également être données dans une deuxième langue. Le titre „Apostille (Convention de La Haye du 5 octobre 1961)" devra être mentionné en langue française.

Article 5

L'apostille est délivrée à la requête du signataire ou de tout porteur de l'acte.

Dûment remplie, elle atteste la véracité de la signature, la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte est revêtu.

La signature, le sceau ou timbre qui figurent sur l'apostille sont dispensés de toute attestation.

Article 6

Chaque Etat contractant désignera les autorités prises ès qualités, auxquelles est attribuée compétence pour délivrer l'apostille prévue à l'article 3, alinéa premier.

Il notifiera cette désignation au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion ou de sa déclaration d'extension. Il lui notifiera aussi toute modification dans la désignation de ces autorités.

Article 7

Chacune des autorités désignées conformément à l'article 6 doit tenir un registre ou fichier dans lequel elle prend note des apostilles délivrées en indiquant:

a) le numéro d'ordre et la date de l'apostille,

b) le nom du signataire de l'acte public et la qualité en laquelle il a agi, ou, pour les actes non signés, l'indication de l'autorité qui a apposé le sceau ou timbre.

A la demande de tout intéressé l'autorité qui a délivré l'apostille est tenue de vérifier si les inscriptions portées sur l'apostille correspondent à celles du registre ou du fichier.

Article 8

Lorsqu'il existe entre deux ou plusieurs Etats contractants un traité, une convention ou un accord, contenant des dispositions qui soumettent l'attestation de la signature, du sceau ou timbre à certaines formalités, la présente Convention n'y déroge que si lesdites formalités sont plus rigoureuses que celles prévue aux articles 3 et 4.

Article 9

Chaque Etat contractant prendra les mesures nécessaires pour éviter que ses agents diplomatiques ou consulaires ne procèdent à des légalisations dans les cas où la présente Convention en prescrit la dispense.

Article 10

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats représentés à la Neuvième session de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'à celle de l'Irlande, de l'Islande, du Liechtenstein et de la Turquie.

Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 11

La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour après le dépôt du troisième instrument de ratification prévu par l'article 10, alinéa 2.

La Convention entrera en vigueur, pour chaque Etat signataire ratifiant postérieurement, le soixantième jour après le dépôt de son instrument de ratification.

Article 12

Tout Etat non visé par l'article 10 pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 11, alinéa premier. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérant et les Etats contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les six mois après la réception de la notification prévue à l'article 15, litt. *d*). Une telle

objection sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

La Convention entrera en vigueur, entre l'Etat adhérant et les Etats n'ayant pas élevé d'objection contre l'adhésion, le soixantième jour après l'expiration du délai de six mois mentionné à l'alinéa précédent.

Article 13

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Lorsque la déclaration d'extension sera faite par un Etat ayant signé et ratifié la Convention, celle-ci entrera en vigueur pour les territoires visés conformément aux dispositions de l'article 11. Lorsque la déclaration d'extension sera faite par un Etat ayant adhéré à la Convention, celle-ci entrera en vigueur pour les territoires visés conformément aux dispositions de l'article 12.

Article 14

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 11, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront ratifiée ou y auront adhéré postérieurement.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Elle pourra se limiter à certains des territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 15

Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats visés à l'article 10, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 12:

a) les notifications visées à l'article 6, alinéa 2;

b) les signatures et ratifications visées à l'article 10;

c) la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 11, alinéa premier;

d) les adhésions et objections visées à l'article 12 et la date à laquelle les adhésions auront effet;

e) les extensions visées à l'article 13 et la date à laquelle elles auront effet;

f) les dénonciations visées à l'article 14, alinéa 3.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 5 octobre 1961, en français et en anglais, le texte français faisant foi en cas de divergence entre les textes, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats représentés à la Neuvième session de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'à l'Irlande, à l'Islande, au Liechtenstein et à la Turquie.

Annexe à la Convention
Modèle d'apostille
L'apostille aura la forme d'un carré de 9 centimètres de côté au minimum

Apostille
(Convention de La Haye du 5 octobre 1961)
1. Pays:.....
Le présent acte public
2. a été signé par .....
3. agissant en qualité de.....
4. est revêtu du sceau/timbre de.....
.....

Attesté
5. à ..... 6. le.....
7. par.....
8. sous n°.....
9. Sceau/timbre:..... 10. Signature:
....

CONVENTION ABOLISHING THE REQUIREMENT OF LEGALISATION FOR FOREIGN PUBLIC DOCUMENTS

(Concluded October 5, 1961)

The States signatory to the present Convention,

Desiring to abolish the requirement of diplomatic or consular legalisation for foreign public documents,

Have resolved to conclude a Convention to this effect and have agreed upon the following provisions:

Article 1

The present Convention shall apply to public documents which have been executed in the territory of one contracting State and which have to be produced in the territory of another contracting State.

For the purposes of the present Convention, the following are deemed to be public documents:

a) documents emanating from an authority or an official connected with the courts or tribunals of the State, including those emanating from a public prosecutor, a clerk of a court or a process-server ("huissier de justice");

b) administrative documents;

c) notarial acts;

d) official certificates which are placed on documents signed by persons in their private capacity, such as official certificates recording the registration of a document or the fact that it was in existence on a certain date and official and notarial authentications of signatures.

However, the present Convention shall not apply:

a) to documents executed by diplomatic or consular agents;

b) to administrative documents dealing directly with commercial or customs operations.

Article 2

Each contracting State shall exempt from legalisation documents to which the present Convention applies and which have to be produced in its territory. For the purposes of the present Convention, legalisation means only the formality by which the diplomatic or consular agents of the country in which the document has to be produced certify the authenticity of the signature, the capacity in which the person signing the document has acted and, where appropriate, the identity of the seal or stamp which it bears.

Article 3

The only formality that may be required in order to certify the authenticity of the signature, the capacity in which the person signing the document has acted and, where appropriate, the identity of the seal or stamp which it bears, is the addition of the certificate described in Article 4, issued by the competent authority of the State from which the document emanates.

However, the formality mentioned in the preceding paragraph cannot be required when either the laws, regulations, or practice in force in the State where the document is produced or an agreement between two or more Contracting States have abolished or simplified it, or exempt the document itself from legalisation.

Article 4

The certificate referred to in the first paragraph of Article 3 shall be placed on the document itself or on an "allonge", it shall be in the form of the model annexed to the present Convention.

It may, however, be drawn up in the official language of the authority which issues it. The standard terms appearing therein may be in a second language also. The title "Apostille (Convention de La Haye du 5 octobre 1961)" shall be in the French language.

Article 5

The certificate shall be issued at the request of the person who has signed the document or of any bearer.

When properly filled in, it will certify the authenticity of the signature, the capacity in which the person signing the document has acted and, where appropriate, the identity of the seal or stamp which the document bears.

The signature, seal and stamp on the certificate are exempt from all certification.

Article 6

Each contracting State shall designate by reference to their official function, the authorities who are competent to issue the certificate referred to in the first paragraph of Article 3.

It shall give notice of such designation to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands at the time it deposits its instrument of ratification or of accession or its declaration of extension. It shall also give notice of any change in the designated authorities.

Article 7

Each of the authorities designated in accordance with Article 6 shall keep a register or card index in which it shall record the certificates issued, specifying:

a) the number and date of the certificate,

b) the name of the person signing the public document and the capacity in which he has acted, or in the case of unsigned documents, the name of the authority which has affixed the seal or stamp.

At the request of any interested person, the authority which has issued the certificate shall verify whether the particulars in the certificate correspond with those in the register or card index.

Article 8

When a treaty, convention or agreement between two or more contracting States contains provisions which subject the certification of a signature, seal or stamp to certain formalities, the present Convention will only override such provisions if those formalities are more rigorous than the formality referred to in Articles 3 and 4.

Article 9

Each contracting State shall take the necessary steps to prevent the performance of legalisations by its diplomatic or consular agents in cases where the present Convention provides for exemption.

Article 10

The present Convention shall be open for signature by the States represented at the Ninth Session of the Hague Conference on Private International Law and Iceland, Ireland, Liechtenstein and Turkey.

It shall be ratified, and the instruments of ratification shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 11

The present Convention shall enter into force on the sixtieth day after the deposit of the third instrument of ratification referred to in the second paragraph of Article 10.

The Convention shall enter into force for each signatory State which ratifies subsequently on the sixtieth day after the deposit of its instrument of ratification.

Article 12

Any State not referred to in Article 10 may accede to the present Convention after it has entered into force in accordance with the first paragraph of Article 11. The instrument of accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Such accession shall have effect only as regards the relations between the acceding State and those contracting States which have not raised an objection to its accession in the six months after the receipt of the notification referred to in sub-paragraph *d)* of Article 15. Any such objection shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

The Convention shall enter into force as between the acceding State and the States which have raised no objection to its accession on the sixtieth day after the expiry of the period of six months mentioned in the preceding paragraph.

Article 13

Any State may, at the time of signature, ratification or accession, declare that the present Convention shall extend to all the territories for the international relations of which it is responsible, or to one or more of them. Such a declaration shall take effect on the date of entry into force of the Convention for the State concerned.

At any time thereafter, such extensions shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

When the declaration of extension is made by a State which has signed and ratified, the Convention shall enter into force for the territories concerned in accordance with Article 11. When the declaration of extension is made by a State which has acceded, the Convention shall enter into force for the territories concerned in accordance with Article 12.

Article 14

The present Convention shall remain in force for five years from the date of its entry into force in accordance with the first paragraph of Article 11, even for States which have ratified it or acceded to it subsequently.

If there has been no denunciation, the Convention shall be renewed tacitly every five years.

Any denunciation shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands at least six months before the end of the five year period.

It may be limited to certain of the territories to which the Convention applies.

The denunciation will only have effect as regards the State which has notified it. The Convention shall remain in force for the other Contracting States.

Article 15

The Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands shall give notice to the States referred to in Article 10, and to the States which have acceded in accordance with Article 12, of the following:

a) the notifications referred to in the second paragraph of Article 6;

b) the signatures and ratifications referred to in Article 10;

c) the date on which the present Convention enters into force in accordance with the first paragraph of Article 11;

d) the accessions and objections referred to in Article 12 and the date on which such accessions take effect;

e) the extensions referred to in Article 13 and the date on which they take effect;

f) the denunciations referred to in the third paragraph of Article 14.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed the present Convention.

Done at The Hague the 5th October 1961, in French and in English, the French text prevailing in case of divergence between the two texts, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through the diplomatic channel, to each of the States represented at the Ninth Session of the Hague Conference on Private International Law and also to Iceland, Ireland, Liechtenstein and Turkey.

Annex to the Convention
Model of certificate
The certificate will be in the form of a square with sides at least 9 centimetres long

Apostille
(Convention de la Haye du 5 octobre 1961)
1. Country:.....
This public document
2. has been signed by.....
3. acting in the capacity of.....
4. bears the seal/stamp of.....
.....

Certified
5. at ..... 6. the..
7. by.....
8. No.....
9. Seal/stamp:..... 10. Signature:
....

Copie certifiée conforme à l'original
pour
Le Directeur des Traités
du Ministère des Affaires Etrangères
du Royaume des Pays-Bas

Certified true copy of the original
For
The Director of Treaties
of the Ministry of Foreign Affairs
of the Kingdom of the Netherlands

CONVENCIÓN PARA SUPRIMIR EL REQUISITO DE LEGALIZACIÓN DE DOCUMENTOS PÚBLICOS EXTRANJEROS

(Celebrada el 5 de octubre de 1961)

Los Estados signatarios de la presente Convención,

Deseando eliminar el requisito de legalización diplomática o consular de los documentos públicos extranjeros,

Para tal efecto han determinado celebrar una Convención y han establecido las siguientes disposiciones:

Artículo 1

La presente Convención se aplicará a los documentos públicos que se hayan redactado en el territorio de un Estado contratante y que deban presentarse en el territorio de otro Estado contratante.

A los efectos de la presente Convención, se considerarán documentos públicos a los siguientes:

a) Documentos expedidos por una autoridad o funcionario bajo la jurisdicción de un Estado, incluidos los expedidos por la fiscalía, un secretario o un agente judicial;
b) Documentos administrativos;
c) Escrituras públicas;
d) Declaraciones oficiales, como información de registro, visados de fecha fija y certificaciones de firmas, adjuntas al documento privado.

No obstante, la presente Convención no se aplicará a:

a) Los documentos realizados por agentes diplomáticos o consulares;
b) Los documentos administrativos relacionados directamente con una operación comercial o aduanera.

Artículo 2

Cada uno de los Estados contratantes exonerará de legalización los documentos a los que se aplica la presente Convención y que deban ser presentados en su territorio. La legalización en el sentido la presente Convención se refiere solamente a la formalidad por la cual los agentes diplomáticos o consulares del país en el que se deba presentar el documento certifiquen la veracidad de la firma, la calidad en virtud de la cual la persona que firma el documento o lo ha hecho y, cuando proceda, la identidad del sello o timbre colocado en el documento.

Artículo 3

La única formalidad que puede exigirse para certificar la autenticidad de la firma, la calidad de la persona que firma, y cuando proceda, la identidad del sello o timbre colocado sobre el documento, es la adición de la apostilla definida en el Artículo 4, emitida por la autoridad competente del Estado de donde procede el documento.

Sin embargo, la formalidad mencionada en el párrafo anterior no podrá exigirse cuando las leyes, reglamentos o usos vigentes en el Estado donde se presente el documento, o un entendimiento entre dos o más Estados contratantes, la hayan abolido o simplificado cuando exoneran al documento mismo de ser legalizado.

Artículo 4

La apostilla prevista en el Artículo 3, primer párrafo, será colocada sobre el documento o en una extensión del mismo, y deberá estar conforme al modelo anexado a la presente Convención.

Sin embargo, la apostilla podrá ser redactada en el idioma oficial de la autoridad que lo emite. Los términos estándar que aparecen en la misma pueden también estar en un segundo idioma. El título “Apostilla (Convención de La Haya del 5 de octubre de 1961)" deberá estar en idioma francés.

Artículo 5

La apostilla será emitida a petición del signatario o del portador del documento.

Debidamente llena, la apostilla certificará la autenticidad de la firma, la calidad con la persona que firma el documento y, cuando proceda, la identidad del sello o timbre que porta el documento.

La firma, el sello o el timbre que aparecen en la apostilla están exentos de toda certificación.

Artículo 6

Cada Estado contratante designará, por referencia a sus funciones oficiales, a las autoridades que serán competentes para emitir la apostilla prevista en el Artículo 3, primer párrafo.

Cada Estado contratante deberá también notificar dicha designación al Ministerio de Asuntos Exteriores de los Países Bajos en el momento del depósito de su instrumento de ratificación o accesión o de su declaración de prórroga. También deberá notificar cualquier otra modificación de las autoridades designadas.

Artículo 7

Cada una de las autoridades designadas de conformidad con el Artículo 6 debe mantener un registro o fichero en donde registrará las apostillas emitidas indicando:

a) El número y fecha de la apostilla,
b) El nombre del signatario del documento público y la calidad en virtud de la cual actuó, o, en el caso de un documento sin firma, el nombre de la autoridad que ha colocado el sello o timbre.

A petición de cualquier persona interesada, la autoridad que emitió la apostilla deberá verificar que el contenido de la apostilla corresponda a los datos del registro o fichero.

Artículo 8

Cuando exista entre dos o más Estados contratantes un tratado, un convenio o un acuerdo que contenga disposiciones que sometan la certificación de la firma, del sello o del timbre a ciertas formalidades, la presente Convención prevalecerá sobre dichas formalidades solamente si son más estrictas que aquellas mencionadas en los Artículos 3 y 4.

Artículo 9

Cada Estado contratante adoptará las medidas necesarias para evitar que sus agentes diplomáticos o consulares efectúen legalizaciones en los casos que la presente Convención prevé su exoneración.

Artículo 10

La presente Convención estará abierto para su firma de los Estados representados en la Novena Sesión de la Conferencia de La Haya de Derecho Internacional Privado, así como a la de Irlanda, Islandia, Liechtenstein y Turquía.

Será ratificado y los instrumentos de ratificación se depositarán en el Ministerio de Asuntos Exteriores de los Países Bajos.

Artículo 11

La presente Convención entrará en vigor a los sesenta días del depósito del tercer instrumento de ratificación previsto en el párrafo 2 del Artículo 10.

La Convención entrará en vigor, y cada Estado signatario lo ratificará posteriormente, a los sesenta días del depósito de su instrumento de ratificación.

Artículo 12

Cualquier Estado que no esté incluido en el Artículo 10 podrá adherirse al presente Convenio después de su entrada en vigor en virtud del Artículo 11, párrafo 1. El instrumento de adhesión será depositado ante el Ministerio de Asuntos Exteriores de los Países Bajos.

Esta adhesión no afectará las relaciones entre los Estados adherentes y los Estados contratantes que no se opongan a su adhesión en un plazo de seis meses a partir de la recepción de la notificación prevista en el Artículo 15, en el literal *d)*. Esta objeción se notificará al Ministerio de Asuntos Exteriores de los Países Bajos.

La Convención entrará en vigencia, entre el Estado en proceso de adhesión y los Estados, que no han planteado objeciones a la adhesión, sesenta días después de la expiración del periodo de seis meses mencionados en el párrafo anterior.

Artículo 13

Cualquier Estado puede, en el momento de la firma, ratificación o adhesión, declarar que esta Convención se extenderá al conjunto de todos los territorios que representa en el plano internacional, o a uno o varios de ellos. Esta declaración se hará efectiva en el momento de la entrada en vigor de la Convención para dicho Estado.

Posteriormente, cualquier extensión de esta naturaleza será notificada al Ministerio de Asuntos Exteriores de los Países Bajos.

Cuando la declaración de extensión es realizada por un Estado que ha firmado y ratificado la Convención, ésta entrará en vigor para los territorios previstos de conformidad con las disposiciones del Artículo 11. Cuando la declaración de extensión es realizada por un Estado que se ha adherido a la Convención, ésta entrará en vigor para los territorios previstos de conformidad con las disposiciones del Artículo 12.

Artículo 14

La presente Convención tendrá una duración de cinco años a partir de la fecha de su entrada en vigor, de conformidad del Artículo 11, primer párrafo de la Convención, incluso para los Estados que la ratifiquen o se adhieran a ella posteriormente.

La Convención será renovada tácitamente cada cinco años, a menos que se denuncie.

La denuncia deberá ser notificada al Ministerio de Asuntos Exteriores de los Países Bajos por lo menos seis meses antes de expiración del plazo de cinco años.

La denuncia puede limitarse a ciertos territorios a los que se aplica la Convención.

La denuncia sólo tendrá efecto en relación con el Estado que la ha notificado. La Convención seguirá vigente para todos los otros Estados contratantes.

Artículo 15

El Ministerio de Asuntos Exteriores de los Países Bajos notificará lo siguiente a los Estados mencionados en el Artículo 10, así como a los Estados que se hayan adherido de conformidad con las disposiciones del Artículo 12:

a) Las notificaciones previstas en el Artículo 6, párrafo 2;

b) Las firmas y ratificaciones mencionadas en el Artículo 10;

c) La fecha en la cual la presente Convención entrará en vigor de conformidad con el primer párrafo del Artículo 11;

d) Las adhesiones y objeciones a las que se hace referencia en el Artículo 12 y la fecha en que las adhesiones surtirán efecto;

e) Las extensiones mencionadas en el Artículo 13 y la fecha en que surtirán efecto las adhesiones;

f) Las denuncias previstas en el Artículo 14, párrafo 3.

En fe de lo cual, los infrascritos, debidamente autorizados, han firmado la presente Convención.

Suscrita en La Haya, el 5 de octubre de 1961, en francés y en inglés, siendo el texto en francés la versión autorizada en caso de divergencia entre los textos, en un solo ejemplar, que se depositará en los archivos del Gobierno de los Países Bajos y del que se remitirá una copia certificada, por vía diplomática, a cada uno de los Estados representados en la novena sesión de la Conferencia de La Haya de Derecho Internacional Privado, así como a Irlanda, Islandia, Liechtenstein y Turquía.

Anexo de la Convención

Modelo de Apostilla

La apostilla tendrá forma de un cuadrado de 9 centímetros lado a lado

Apostilla

(Convención de La Haya del 5 de octubre de 1961)

1. País : .....
   Este acto público
2. ha sido firmado por.....
3. actuando en calidad de .....
4. Se sella con el sello/timbre de .....
   …….

Certificado

5. a..... 6. el.....
7. por.....
8. con No. .....
9. Sello/timbre:..... 10. Firma:

   ....

CONVENCIÓN POR LA QUE SE SUPRIME EL REQUISITO DE LEGALIZACIÓN DE LOS DOCUMENTOS PÚBLICOS EXTRANJEROS

(Celebrado el 5 de octubre de 1961)

Los Estados signatarios de la presente Convención,

Deseando suprimir el requisito de legalización diplomática o consular para los documentos públicos extranjeros,

Han resuelto celebran una Convención para dicho efecto y han acordado las siguientes disposiciones:

Artículo 1

La presente Convención se aplicará a los documentos públicos que hayan sido ejecutados en el territorio de los Estados contratantes y que deben ser exhibidos en el territorio de otro Estado contratante.

Para fines de la presente Convención, los siguientes serán considerados documentos públicos:

a) Los documentos que emanan de una autoridad o de un funcionario vinculado a los juzgados o tribunales del Estado, incluidos los de una fiscalía, un secretario de juzgado o un servidor de procesos ("Agente Judicial");

b) Documentos administrativos;

c) Actas notariales;

d) Certificados oficiales que se colocan en los documentos firmados por personas a título privado, como los certificados oficiales de registro de un documento o de su existencia en una fecha determinada y las autenticaciones oficiales y notariales de firmas.

No obstante, la presente Convención no se aplicará a:

a) Los documentos presentados por agentes diplomáticos o consulares;

b) Los documentos administrativos relacionados directamente con operaciones comerciales o aduaneras.

Artículo 2

Cada Estado contratante eximirá de legalización a los documentos a los que se aplica la presente Convención y que deban ser mostrados en su territorio. A los efectos de la presente Convención, se entenderá por legalización únicamente la formalidad mediante la cual los agentes diplomáticos u oficinas consulares del país en el que deba presentarse el documento certifiquen la autenticidad de las firmas, la calidad en que haya actuado la persona que firma el documento y, en su caso, la identidad del sello o timbre colocado en el documento.

Artículo 3

La única formalidad que puede exigirse para certificar la autenticidad de la firma, la calidad de la persona que la firma y, cuando proceda, la identidad del sello o timbre colocado en el documento, es la adición de la apostilla definida en el Artículo 4, expedida por la autoridad competente del Estado de donde proceda el documento.

Sin embargo, la formalidad mencionada en el párrafo anterior no podrá exigirse cuando las leyes, reglamentos o usos vigentes en el Estado donde se presenta el documento, o un entendimiento entre dos o más Estados contratantes lo hayan suprimido o simplificado, o cuando exoneran al propio documento de ser legalizado.

Artículo 4

La apostilla prevista en el párrafo primero del Artículo 3 será colocada sobre el documento o en una "extensión" del mismo, y deberá conformarse según el modelo anexado al presente Convenio.

Sin embargo, podrá redactarse en el idioma oficial de la autoridad que la emite. Los términos estándar que figuran en el mismo pueden estar también en un segundo idioma. El título “Apostille (Convention de La Haye du 5 du octubre 1961)” *("Apostilla (Convenio de La Haya del 5 de octubre de 1961)"*) deberá estar en idioma francés.

Artículo 5

La apostilla será emitida a petición del signatario o del portador del documento.

Cuando esté debidamente llena, la apostilla certificará la autenticidad de la firma, la calidad en que ha actuado la persona que firma el documento y, cuando proceda, la identidad del sello o timbre que lleva el documento.

La firma, el sello o el timbre que aparece en la apostilla están exentos de toda certificación.

Artículo 6

Cada Estado contratante designará, por referencia a sus funciones oficiales, a las autoridades que serán competentes para emitir la apostilla prevista en el primer párrafo del Artículo 3.

Cada Estado deberá también notificar esta designación al Ministerio de Asuntos Exteriores de los Países Bajos en el momento del depósito de su instrumento de ratificación o de accesión o su declaración de extensión.

Asimismo, deberá comunicarle cualquier otra modificación de las autoridades designadas.

Artículo 7

Cada una de las autoridades designadas de conformidad con el Artículo 6 debe mantener un registro o fichero en donde se registrará las apostillas expedidas, indicando:

a) El número y la fecha de la apostilla,

b) El nombre del signatario del documento público y la calidad en virtud de la cual actuó, o en el caso de los documentos no firmados, el nombre de la autoridad que ha puesto el sello o timbre.

A petición de cualquier interesado, la autoridad que emitió la apostilla deberá verificar que el contenido de la aportilla corresponda a los datos de registro o fichero.

Artículo 8

Cuando existe un tratado, convenio o acuerdo entre dos o más Estados contratantes que contiene disposiciones que sometan la certificación de una firma, sello o timbre a ciertas formalidades, la presente Convención prevalecerá sobre dichas formalidades solamente si son más rigurosas que aquella mencionada en los Artículos 3 y 4.

Artículo 9

Cada Estado contratante tomará las medidas necesarias para evitar que sus agentes diplomáticos o consulares efectúen legalizaciones en los casos en que la presente Convención prevea una exoneración.

Artículo 10

La presente Convención estará abierta para su firma por los Estados presentes en la Novena Sesión de la Conferencia de La Haya sobre Derecho Internacional Privado, así como a Islandia, Irlanda, Liechtenstein y Turquía.

La Convención deberá ser ratificada y los instrumentos de ratificación se depositarán en el Ministerio de Asuntos Exteriores de los Países Bajos.

Artículo 11

La presente Convención entrará en vigor al sexagésimo día después del depósito del tercer instrumento de ratificación previsto en el segundo párrafo del Artículo 10.

La Convención entrará en vigor para cada Estado signatario, que la ratifique posteriormente al sexagésimo día después del depósito de su instrumento de ratificación.

Artículo 12

Cualquier Estado no mencionado en el Artículo 10 puede acceder a la presente Convenio después de su entrada en vigor de conformidad con el párrafo primero del Artículo 11. El instrumento de adhesión será depositado en el Ministerio de Asuntos Exteriores de los Países Bajos.

Esta adhesión tendrá efecto solo en lo concerniente a las relaciones entre los Estados adherentes y los Estados contratantes que no han presentado objeciones a su adhesión en un plazo de seis meses desde la recepción de la notificación mencionada en el Artículo 15, literal d). Cualquier objeción será notificada al Ministerio de Asuntos Exteriores de los Países Bajos.

La Convención entrará en vigor entre el Estado adherente y los Estados que no hayan presentado objeciones a su adhesión sesenta días después de la expiración del periodo de seis meses mencionado en el párrafo anterior.

Artículo 13

Cualquier Estado puede, en el momento de la firma, ratificación o adhesión, declarar que la presente Convención se extenderá al conjunto de los territorios que representa en el plano internacional, o a uno o varios de ellos. Dicha declaración se hará efectiva en el momento de entrada en vigor de la Convención para dicho Estado.

Posteriormente, toda extensión de este tipo se notificará al Ministerio de Asuntos Exteriores de los Países Bajos.

Cuando la declaración de extensión sea hecha por un Estado que la ha firmado y ratificado, la Convención entrará en vigor para los territorios de que se trate de conformidad con el Artículo 11. Cuando la declaración de extensión es realizada por un Estado que se haya adherido a la presente Convención, ésta entrará en vigor para los territorios previstos de conformidad con lo dispuesto en el Artículo 12.

Artículo 14

La presente Convención tendrá una duración de cinco años a partir de la fecha de su entrada en vigor de conformidad con el párrafo primero del Artículo 11, incluso para los Estados que la ratifiquen o se adhieran a ella posteriormente.

Si no ha habido denuncia, la presente Convención se renovará tácitamente cada cinco años.

Cualquier denuncia deberá notificarse al Ministerio de Asuntos Exteriores de los Países Bajos al menos seis meses antes de la expiración del plazo de cinco años.

La denuncia podrá limitarse a algunos de los territorios a los que se aplica la Convención.

La denuncia sólo tendrá efecto en relación con el Estado que la ha notificado. La Convención permanecerá en vigencia para los demás Estados contratantes.

Artículo 15

El Ministerio de Asuntos Exteriores de los Países Bajos notificará lo siguiente a los Estados contemplados en el Artículo 10, así como a los Estados que se hayan adherido a la Convención, de conformidad con el Artículo 12.

a) Las notificaciones previstas en el segundo párrafo del Artículo 6;
b) Las firmas y ratificaciones mencionadas en el Artículo 10;
c) La fecha en que la presente Convención entrará en vigor de conformidad con el párrafo primero del Artículo 11;
d) Las adhesiones y objeciones previstas en el Artículo 12 y la fecha en que dichas adhesiones se harán efectivas;
e) Las extensiones previstas en el Artículo 13 y la fecha en que surtirán efecto;
f) Las denuncias previstas en el párrafo tercero del Artículo 14.

En fe de lo cual, los infrascritos firmantes, debidamente autorizados para hacerlo, han firmado la presente Convención.

Suscrita en La Haya, el 5 de octubre de 1961, en francés y en inglés, en caso de divergencia entre ambos textos, el texto en francés prevalecerá, en un solo ejemplar que se depositará en los archivos del Gobierno de los Países Bajos y del que se remitirá por vía diplomática una copia certificada a cada uno de los Estados representados en la novena sesión de la Conferencia de La Haya de Derecho Internacional Privado y también a Islandia, Irlanda, Liechtenstein y Turquía.

Anexo de la Convención

Modelo de Apostilla

La apostilla tendrá la forma de un cuadrado con lados de al menos 9 centímetros de largo.

Apostilla

(La Convención de la Haya de 5 de octubre de 1961)

1. País: .....

Este documento público

2. ha sido firmado por.....

3. Actuando en calidad de .....

4. lleva el sello o la marca de.....

……

Certificado

5. en..... 6. el ……..

7. por .....

8. No.....

9. Sello/sello: ..... 10. Firma:

..... …….....

Copia certificada del original
Por
El Director de Tratados
Del Ministerio de Asuntos Exteriores
Del Reino de los Países Bajos

Copia certificada del original
Por
El Director de Tratados
Del Ministerio de Asuntos Exteriores
Del Reino de los Países Bajos